

Intégration

# Vernier expérimentera le «parlement des invisibles»

Genève, qui compte 40% d'étrangers, explore de nouvelles pistes pour intensifier leur participation à la vie politique

Éric Budry @BudryEric

La commune de Vernier connaît depuis 2005 les contrats de quartier, cet outil de participation citoyenne qui permet de faire remonter vers les autorités municipales des projets d'habitants puis de les réaliser. Les Vernioliens devraient pouvoir expérimenter très prochainement un autre dispositif, dont l'élément central sera un forum. L'objectif: inviter les gens à s'autoriser à participer à la vie politique de leur commune, et cela quel que soit leur statut.

Présenté il y a quelques jours, ce projet a été développé par Matteo Gianni, directeur de l'Institut d'études de la citoyenneté de l'Université de Genève, et la petite équipe qu'il a dirigée. Ce travail a

été effectué sur mandat du Bureau de l'intégration, désormais rattaché au Département de la cohésion sociale de Thierry Apothéloz, lui-même ancien conseiller administratif de Vernier.

Le conseiller d'État attend beaucoup de ce qu'il a qualifié de «parlement des invisibles»: «Nous avons tout intérêt à améliorer le taux de participation des résidents étrangers, comme des Suisses d'ailleurs, précise-t-il. Cette étude démontre les avantages que nous avons à développer de multiples outils tels que les forums ou les contrats de quartier. La citoyenneté, c'est autre chose qu'un passeport.»

**Les gains de la participation** Le pari de Matteo Gianni est tout aussi ambitieux: «Nous avons postulé que favoriser la participation politique engendrait des gains significatifs en termes d'intégration en particulier, et plus généralement en termes de cohésion sociale», écrit-il dans sa recherche.

Mine de rien, le chercheur renverse ainsi la définition de l'intégration adoptée par une bonne partie de la population, celle qui dit que la participation politique s'obtient une fois qu'on est parfaitement in-

tégré: «La participation est généralement vue comme un but en soi, a-t-il expliqué lors de la présentation de l'étude. Nous en faisons un moyen pour l'intégration. La citoyenneté devient dès lors une pratique de participation à la collectivité et non pas un statut offrant des droits politiques.»

**Ni ghetto ni forum alibi** Complémentaire à ce qui existe déjà à Vernier, le futur forum - en réalité, il devrait y en avoir plusieurs - sera appuyé par différents dispositifs qui le structureront et le renforceront. Il s'agira de formations, d'information, d'incitations et d'outils numériques. La création d'une carte «d'identité» municipale est également suggérée, une innovation qui avait obtenu un grand succès à New York mais que Lausanne a récemment décidé de ne pas tenter.

Dans l'esprit des chercheurs, il est exclu de limiter la participation aux forums aux étrangers ne disposant d'aucun droit politique. Ils seront ouverts à tous, mais cette catégorie de résidents sera incitée à entrer dans le processus. Le fait d'être reconnu par les autorités comme partenaires légitimes de participation politique devrait notamment

constituer une bonne motivation. De même, les thématiques traitées ne relèveront pas forcément de questions relatives aux résidents étrangers. Matteo Gianni propose que des assemblées publiques se réunissent, par exemple tous les six mois, pour définir les thèmes à traiter. Ce sont ensuite des forums - chacun doté de quinze à vingt membres élus par l'assemblée - qui prendront le relais pour approfondir les sujets.

Charge à leurs membres de décider ensuite quels moyens d'action utiliser pour se faire entendre: recommandation et sollicitation de l'Exécutif communal, publication d'un rapport, prise de position dans la brochure officielle de votation, mise à l'agenda du Législatif ou lancement d'un référendum.

«Le facteur clé du succès sera le discours légitimant des autorités, a précisé Matteo Gianni. Ce dont je suis certain, c'est que Vernier est le meilleur laboratoire pour expérimenter cela.» «Le défi que vous nous proposez plaît beaucoup à Vernier, a conclu Yvan Rochat, conseiller administratif de la commune. C'est valorisant, mais c'est également exigeant. Laissez-nous un peu de temps pour mettre en place les bases de ce projet.»

## «Des quartiers échappent à la mammographie»

Une étude, menée par les HUG et l'EPFL, démontre des inégalités spatiales au niveau du dépistage du cancer du sein

Dans le dépistage du cancer du sein, toutes les femmes ne sont pas égales. «À Genève, 85% d'entre elles se font régulièrement contrôler», mais des quartiers entiers échappent à la mammographie», constate Idris Guessous, chef de service de médecine de premier recours des HUG: «On peut imaginer que les rencontres et les échanges entre voisines d'un même quartier influencent leur comportement en matière de santé.»

Et maintenant? «Cette carte du dépistage nous a permis de rendre visibles des impressions et parfois des légendes urbaines. Nous devons à présent mieux les comprendre pour pouvoir corriger le tir et effacer les clusters», ambitionne le médecin.

L'objectif n'est pas que toutes les femmes fassent une mammographie mais «qu'elles reçoivent l'information qui leur permette de prendre cette décision individuelle. Nous devons nous assurer que leur choix ne repose pas sur un manque d'information.»

Mais il y a aussi le constat, déploré par beaucoup d'employeurs, d'une inadéquation complète entre les qualifications requises et le profil présenté par la plupart des candidats à l'embauche. Un horticulteur peut certes trouver un emploi dans l'hôtellerie ou la restauration, mais ce ne sera en qualité ni de sommelier ni de chef cuisinier. Tout au plus se retrouvera-t-il à faire la plonge ou à porter des bagages, moyennant un salaire médiocre et un contrat de courte durée. Car des chefs de rang qualifiés, comme dans l'industrie des soudeurs expérimentés ou des charpentiers dans le bâtiment, la France en manque en nombre et depuis des années. Formations trop longues, peu goûtées, hors de portée de jeunes en décrochage scolaire. Tout cela explique une pénurie de main-d'œuvre qui rime avec un sous-emploi d'autant plus étonnant que la croissance s'était peu à peu affirmée.

En Allemagne - et par conséquent, demain, dans les pays dont l'économie exportatrice est en largement tributaire - l'horizon conjoncturel est en train de s'assombrir. En cause, outre l'impact du «dieselgate» sur une économie largement tributaire de l'industrie automobile, les nombreuses incertitudes engendrées par le protectionnisme rampant et les zigzags diplomatiques de l'administration républicaine aux États-Unis. Mais

la seconde, c'est qu'il est parfaitement illusoire de tabler, comme vient de l'annoncer le gouvernement populiste de Giuseppe Conte en Italie, sur une relance de la dépense intérieure par des programmes d'investissement et des injections de pouvoir d'achat, quand la production bute sur un manque criant de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers manuels de la petite industrie et de l'artisanat, qui forment le cœur de l'économie de la Péninsule.

Italie, France, Allemagne: partout, on compte sur une croissance suffisante, qui pour amorcer la décrue d'une dette publique excessive, qui pour assurer le financement d'un régime des retraites menacé par le déclin démographique. Or les indices montrent que la fin du cycle conjoncturel en cours se rapproche, qui viendra doucher ces espoirs.

La seconde, c'est qu'il est parfaitement illusoire de tabler, comme vient de l'annoncer le gouvernement populiste de Giuseppe Conte en Italie, sur une relance de la dépense intérieure par des programmes d'investissement et des injections de pouvoir d'achat, quand la production bute sur un manque criant de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers manuels de la petite industrie et de l'artisanat, qui forment le cœur de l'économie de la Péninsule.

Laurence Bézaguet @lbezaguet007

\* On en comptait environ 60% au début des années 90.

## Du boulot? De l'autre côté de la rue

Chronique Économique

Marian Stepczynski

En assurant à un jeune chômeur horticulteur qu'il lui suffirait de traverser la rue pour trouver du travail, Emmanuel Macron a déclenché une avalanche de sarcasmes sur les réseaux sociaux. Avait-il tout tort? Si les internautes s'en sont donné à cœur joie, la réalité, en apparence en tout cas, n'est pas si éloignée que cela de la leçon présidentielle. La France souffre en effet, comme beaucoup d'autres pays, de la coexistence d'un chômage persistant et d'une importante offre d'emplois non satisfait.

Mais il y a aussi le constat, déploré par beaucoup d'employeurs, d'une inadéquation complète entre les qualifications requises et le profil présenté par la plupart des candidats à l'embauche. Un horticulteur peut certes trouver un emploi dans l'hôtellerie ou la restauration, mais ce ne sera en qualité ni de sommelier ni de chef cuisinier. Tout au plus se retrouvera-t-il à faire la plonge ou à porter des bagages, moyennant un salaire médiocre et un contrat de courte durée. Car des chefs de rang qualifiés, comme dans l'industrie des soudeurs expérimentés ou des charpentiers dans le bâtiment, la France en manque en nombre et depuis des années. Formations trop longues, peu goûtées, hors de portée de jeunes en décrochage scolaire. Tout cela explique une pénurie de main-d'œuvre qui rime avec un sous-emploi d'autant plus étonnant que la croissance s'était peu à peu affirmée.

En Allemagne - et par conséquent, demain, dans les pays dont l'économie exportatrice est en largement tributaire - l'horizon conjoncturel est en train de s'assombrir. En cause, outre l'impact du «dieselgate» sur une économie largement tributaire de l'industrie automobile, les nombreuses incertitudes engendrées par le protectionnisme rampant et les zigzags diplomatiques de l'administration républicaine aux États-Unis. Mais

mentales, sociales et de gouvernance) et le rendement à long terme pour les actionnaires est mis en évidence, la stratégie en matière de durabilité s'exporte progressivement du service marketing à la haute direction. Une nouvelle forme «d'activisme des dirigeants» dans des sociétés comme Nike, Patagonia, Levi Strauss Co., Salesforce et Unilever donne lieu à des «prises de position des marques» sur un large éventail de problèmes tels que les droits de l'homme, le changement climatique, l'égalité des sexes et la violence liée aux armes à feu, dans le but d'instituer la confiance et d'accroître la fidélité des clients. Les employés issus de la génération Y cherchent à donner un sens plus profond à leur carrière. Puisque de plus en plus de parties prenantes demandent davantage de transparence, de responsabilité et une plus grande capacité à mesurer l'impact, les initiatives qui créent des solutions commerciales pour répondre à des besoins sociaux non comblés se multiplient. Les entreprises intégrant la durabilité et l'innovation sociale dans leurs activités placent des solutions évolutives au service de nos problèmes les plus graves.

## Nike et les ODD

Éthique Éco

Vanina Farber IMD, avec Natalia Olync

L'ONU a adopté en 2015 dix-sept Objectifs de développement durable (ODD), visant à éliminer la pauvreté, améliorer l'éducation et la santé, créer de meilleurs emplois et résoudre nos défis environnementaux d'ici à 2030. Une variété d'innovations commerciales proposées par de grandes sociétés et des entrepreneurs indépendants contribuent à l'avancement d'ODD spécifiques. Nike, Patagonia, Levi Strauss Co., Salesforce et Unilever et d'autres investissent les droits de l'homme, le changement climatique, l'égalité des sexes. On observe une pression grandissante pour assurer la transparence radicale, puisque des investisseurs majeurs tels que Blackrock et Vanguard exigent des sociétés qu'elles affichent leurs méthodes et gestion des risques climatiques et sociaux. À mesure que le rapport entre les performances ESG (environne-

## L'image du jour



Des étudiants indiens masqués participent à un rassemblement à la veille de la Journée nationale de lutte contre la toxicomanie, à Mumbai, en Inde, le 1er octobre. Ce rendez-vous national est célébré le 2 octobre de chaque année afin de rendre l'Inde sans drogue. EPA/DIVYAKANT SOLANKI

## La Macédoine devant les Nations Unies

L'invité

Dimitar Morarcaliev Avocat au Barreau de Luxembourg et Genève



Les Macédoniens se sont prononcés dimanche 30 septembre 2018 par référendum au sujet de l'entrée en vigueur de l'accord dit de «Prespa», signé le 17 juin dernier entre le gouvernement grec et le gouvernement macédonien, et qui devait mettre un terme au conflit opposant la Grèce et la Macédoine au sujet du nom de cette dernière.

Le réel gagnant du référendum a été l'abstention, qui a atteint près de deux tiers des électeurs. Selon les règles de droit public macédonien, le référendum est invalide car le nombre de votants n'a pas dépassé 50% des électeurs.

Pour rappel, la Grèce a empêché l'accession de la Macédoine aux organismes internationaux majeurs (Nations Unies, UE et OTAN entre autres) sous son nom actuel depuis son indépendance en 1991.

La signature de l'accord avait donc été saluée par l'UE et l'OTAN et leurs représentants avaient encouragé la population macédonienne à accepter les termes de l'accord. Pour le gouvernement actuel, l'accord était nécessaire à l'accession du pays dans l'UE et l'OTAN. Toutefois, la population macédonienne, bien que largement favorable à l'UE et à l'OTAN, a massivement boycotté le référendum.

La campagne du boycott a essentiellement été portée à travers les médias sociaux par des anonymes, en Macédoine et dans la diaspora macédonienne à l'étranger. Des figures politiques se sont également rattachées au mouvement, dont le président macédonien Gjore Ivanov, qui

dans son discours prononcé le 27 septembre 2018 à l'Assemblée générale des Nations Unies, a solennellement appelé les autres nations à prêter main-forte au peuple macédonien pour la sauvegarde de son identité.

En effet, l'accord de Prespa ne porte pas seulement sur le nom (de République de Macédoine, le nom deviendrait République de Macédoine du Nord) mais oblige surtout le pays à réinterpréter les fondements culturels, historiques et nationaux de la nation macédonienne. Les opposants de l'accord y voient donc un véritable «génocide culturel» pour le peuple macédonien.

«L'accord de Prespa ne porte pas seulement sur le nom de Macédoine du Nord»

L'accord entraîne une véritable révision des mythes fondateurs de la nation macédonienne et crée une nouvelle nation «Nord Macédonienne» à la merci des prétentions territoriales, culturelles et historiques de ses voisins, et surtout de la Bulgarie, qui ne reconnaît toujours pas l'identité ethnique, culturelle et linguistique des Macédoniens, qu'elle considère comme bulgares (la Grèce et la Bulgarie ont été condamnées par la Cour européenne des droits de l'homme sur la question de la reconnaissance de leurs minorités macédoniennes respectives).

Pour le gouvernement actuel, qui porte cet accord, il s'agit d'une opportunité «historique» pour l'accession future de la République à l'OTAN et à l'UE, et donc à la prospérité des Macédoniens. L'opportunité, au goût d'orange amère, était trop cher payée pour la majorité de la population compte tenu des dangers à long terme que peut représenter l'accord.

## Le bio peut nourrir l'humanité

L'invité

Daniel Wermus Journaliste www.biovision.ch



Hans Herren, ça vous dit quoi? Cet entomologiste de Vouvry (VS), célèbre dans le vaste monde, est paradoxalement méconnu en Suisse romande. En 1995, le président Clinton lui remet le Prix mondial de l'alimentation, pour avoir sauvé 20 millions d'Africains d'une famine mortelle. Leur aliment de base, le manioc, était dévasté par une cochenille arrivée par un bateau sud-américain. Herren l'a jugulée en lâchant une guêpe parasitaire trouvée au Paraguay. 100% bio.

L'argent du prix servira à fonder Biovision à Zurich en 1998. Avec l'Institut international de recherche sur les insectes (Icipe) que Herren dirigeait à Nairobi, cette petite ONG a démontré en vingt ans l'efficacité de dizaines de solutions biologiques contre les pires fléaux tropicaux: mouche tsé-tsé, pyrale du maïs, chenille légionnaire, mouche de la mangue, paludisme, sécheresse...

La validation scientifique de ces expériences permet d'affirmer aujourd'hui que l'agroécologie est non seulement rentable, mais indispensable pour nourrir neuf milliards d'habitants sans dégrader les sols ni réchauffer le climat. Herren et Biovision, eux, ont récolté bien d'autres distinctions, notamment le Prix Nobel alternatif en 2013. Ces victoires ont plusieurs secrets. Une formation accessible aux paysans et paysans. Sauver la nature tout en améliorant les revenus: reboisement, miel, plantes médicinales, compost peuvent aussi rapporter. Surtout, aider les pauvres à s'aider eux-mêmes. Ainsi, des mères célibataires d'Addis-Abeba ont transformé deux hectares pollués de leur bidonville en potager bio

qui nourrit leurs enfants et approvisionne une cantine.

La stratégie Biovision ne s'arrête pas là. Les microcréusites doivent faire tâche d'huile. Ses journaux et émissions radio, avec le site Infonet-Biovision, donnent des réponses pratiques à des millions d'agriculteurs. Les autorités des pays aidés (Kenya, Éthiopie, Ouganda, Tanzanie) sont associées, notamment par la formation agroécologique des conseillers ruraux. Des entreprises locales transformant et écoulent les produits bios.

Au niveau mondial, Biovision a créé des coalitions pour inscrire l'agriculture durable dans l'Objectif 2 de l'Agenda 2030 de l'ONU, «Faim Zéro». Aujourd'hui, l'ONG suisse construit avec le gouvernement sénégalais un programme de transition durable en incluant tous les acteurs: paysans, fonctionnaires, universités, entreprises, consommateurs.

Les «biovisionnaires» sont actifs en Suisse aussi. Leur «supermarché» CLEVER propose aux écoles allemandiques un jeu pédagogique d'achats écolos et équitables. Et cette année, sous l'égide de Bertrand Piccard et Jacques Dubochet, ils ont lancé avec l'Uni de Berne le Réseau suisse de solutions durables (SDSN): un échange de bonnes pratiques entre science, administration, économie et société pour accélérer la transition écologique de notre pays.

L'approche holistique et innovante de Biovision est aussi au programme de la Journée Genève solidaire de la Fédération genevoise de coopération ce 4 octobre à l'auditorium à Uni Mail (MR 280), dès 18 h 30. Samedi 13 octobre, dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation, la Plateforme sur la souveraineté alimentaire (PSA) de la FGC organise un événement sur le thème «Les amitiés végétales: associations de plantes au Nord et au Sud». souverainetealimentaire.org

